

Des artisans pour faire oeuvre durable

Francine Bordeleau

Numéro 79, hiver 1998–1999

Le patrimoine religieux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/16643ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

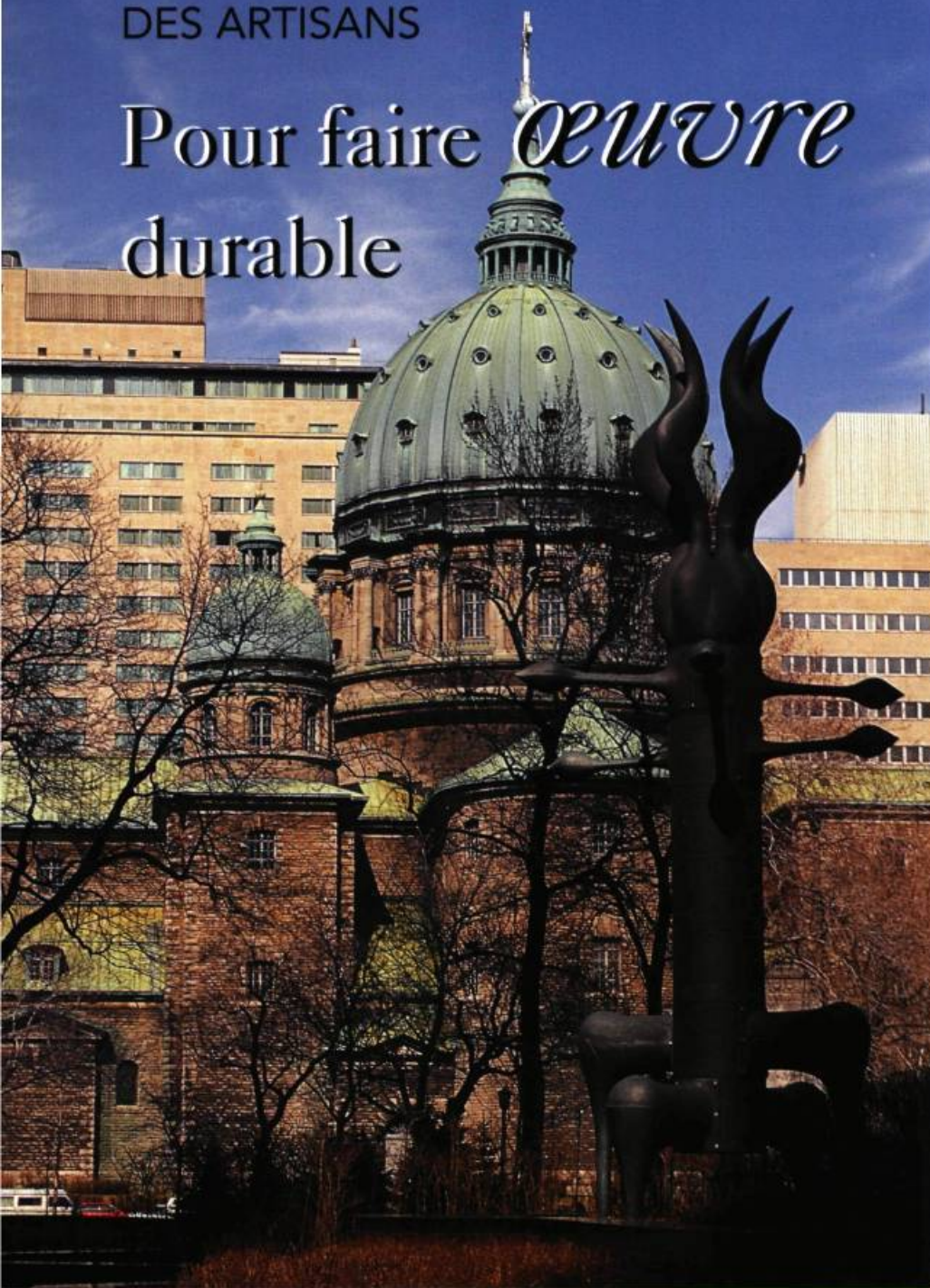
[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bordeleau, F. (1998). Des artisans pour faire oeuvre durable. *Continuité*, (79), 40–42.

DES ARTISANS

Pour faire *ŒUVRE* durable



*Le mouvement de restauration du patrimoine religieux
du Québec convainc de l'importance des savoir-faire traditionnels.*

*Les institutions d'enseignement concluront-elles à la nécessité
d'offrir une formation mieux adaptée aux impératifs
de la restauration et de la conservation du patrimoine?*

Par Francine Bordeleau

La réfection de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, construite à la fin du siècle dernier à Montréal, est d'évidence le projet le plus imposant de la Fondation du patrimoine religieux, l'organisme à caractère multiconfessionnel qui administre le Programme d'aide à la restauration du patrimoine religieux institué en 1995 par le ministère de la Culture et des Communications. Sur les 60 millions de dollars que se partageront l'ensemble des lieux de culte du Québec jusqu'à l'an 2000, le Ministère même a réservé pour l'heure 1 million de dollars à Marie-Reine-du-Monde, tandis que le programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec y a injecté 600 000 dollars, et la Table régionale, 300 000 dollars. Mais l'architecte Pierre Beaupré, responsable des plans et de l'organisation générale du chantier, parle d'un « projet global pouvant atteindre entre 10 et 12 millions ».

Il est vrai que cette église à l'architecture baroque, œuvre de Victor Bourgeau, inspirée de Saint-Pierre-de-Rome, nécessitait des travaux importants. Depuis 1995, on a réparé la maçonnerie du narthex, ajouté pour des raisons de sécurité un ascenseur qui monte au jubé, restauré l'orgue, imperméabilisé les fondations, dallé le plancher, commencé la rénovation du toit. On devrait bientôt s'attaquer au dôme et faire « des interventions majeures à l'intérieur de la nef ». À plus long terme, précise encore l'architecte, il faudra procéder à « l'intégration de plusieurs œuvres d'art ».

Chacune de ces interventions coûte cher. Juste pour la restauration de l'orgue, effectuée par Guilbault Therrien de Saint-Hyacinthe, on aura déboursé un tiers de million. « Il n'est pas rare que les contrats de restauration d'orgue atteignent le demi-million », précise Pierre Dionne, président de Casavant Frères. L'orgue moyen mesure 6 mètres de hauteur, 9 mètres de largeur, 3 mètres de profondeur et compte des milliers de tuyaux. Le plus gros instrument fabriqué par Casavant (installé dans une église du

La cathédrale Marie-Reine-du-Monde, à Montréal, est l'un des importants chantiers de restauration actuellement au Québec.

Photo: Claude Turmel, Fondation du patrimoine religieux du Québec

Texas) en avait plus de 10 600! Il comporte aussi des pièces de cuir, des alliages de métal, une console. « L'orgue est constitué d'un groupe d'éléments relativement complexes, et sa rénovation demande l'expertise de plusieurs personnes: les harmonistes, les "plombiers" (ou tuyautiers), les électroniciens, les ébénistes... », explique M. Dionne. Pas étonnant que la note des facteurs atteigne de fortes sommes.

OUVRIERS DEMANDÉS

Depuis les années 1960, le carnet de commandes des facteurs d'orgues se dégarnissait. Mais maintenant que l'on a reconnu l'urgence d'investir dans la restauration du patrimoine religieux, les propriétaires d'édifices religieux deviennent de gros donneurs d'ouvrage. Et les affaires reprennent. On a aujourd'hui grand besoin de facteurs d'orgue, mais aussi d'architectes et d'entrepreneurs, de gens de métier et d'artisans.

Et dans ce contexte, la question de l'expertise commence à se poser avec acuité. Ainsi, pour la restauration du chapiteau corinthien de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, le maçon devait se doubler d'un tailleur de pierre. Or, au Québec, la tradition s'est perdue. Pierre Beaupré a heureusement pu compter sur les conseils de Trevor Gillingwater, un consultant en maçonnerie.

Louis Bellemare, chargé de projet chez Toitures Couture & Associés, l'entreprise qui a restauré notamment le clocher de la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Secours, a pour sa part quelque difficulté à trouver des ferblantiers. Et pourquoi des ferblantiers? Parce que les clochers sont généralement agrémentés d'ornements de cuivre – les « fleurs » martelées à la main, les motifs en forme d'écaille de poisson comme à Notre-Dame-du-Bon-Secours, les coqs – ou d'autres éléments artisanaux, telles les gorges et les corniches. « Il faut dénicher deux types d'ouvriers: ceux qui fabriquent les pièces en atelier et ceux qui les installent sur le clocher. Or, les ferblantiers capables de façonner les pièces sont de plus en plus rares », constate Louis Bellemare.

Grâce au programme géré par la Fondation du patrimoine religieux, un réseau commence néanmoins à se former. « Des artisans s'affichent désormais comme restaurateurs. C'est nouveau. En outre, des équipes d'entrepreneurs et d'ouvriers se spécialisent dans la restauration. Voilà qui montre que le domaine peut être rentable », souligne l'abbé

Claude Turmel, vice-président de la Fondation.

Les Ateliers Bettinger, à Saint-Ignace-de-Loyola, en constituent un exemple éloquent. Leur spécialité: le vitrail. Fait exceptionnel dans le milieu, les Bettinger développent depuis trois générations à la fois la création et la restauration. Ces derniers mois, ils s'affairent à la réfection des vitraux d'une église de la Montérégie. « Aujourd'hui, la totalité de notre chiffre d'affaires provient de la restauration. Il y a quelques années encore, c'était à peine 20% », explique le chef d'atelier Philippe Bettinger.

Au Québec, moins d'une dizaine d'ateliers restaurent des vitraux. « Notre expertise est rare et pointue », insiste M. Bettinger. Le plus souvent, le verrier devra refaire des morceaux cassés, en apportant un soin particulier aux détails significatifs d'une époque. C'est ainsi que les vitraux de Saint-Mathieu-de-La-Prairie, des œuvres classées, ont pu retrouver leur beauté d'il y a 100 ans. Des églises demanderont aussi au verrier de réinstaller le vitrail avec, cette fois, une ventilation appropriée. « Rarement, l'on procédera à une remise en plomb totale – opération qui consiste à dessertir le vitrail, à nettoyer le verre et à le réassembler dans du plomb neuf –, parce qu'aux dires des administrateurs de biens d'églises, ce choix est trop onéreux », explique M. Bettinger.

DES INTERVENTIONS CIBLÉES

Trop onéreux, en tout cas, pour les moyens de la plupart des évêchés et des congrégations. En gestionnaires avisés, ceux-ci parent au plus pressé: l'enveloppe extérieure, la charpente, la nef... Le contexte économique imposant des choix parfois déchirants, la restauration des vitraux et des œuvres d'art doit souvent être sacrifiée.

Les paroisses et les communautés religieuses cherchent néanmoins à préserver les vitraux qui ont une valeur patrimoniale certaine. Il en est de même pour les œuvres d'art. Les Ateliers Patrick Legris ont ainsi restauré les œuvres d'Ozias Leduc qui ornent la chapelle de l'archevêché de Sherbrooke. « Les toiles menaçaient de se décoller et la peinture s'écaillait. On a enlevé les traces du temps, nettoyé et consolidé les toiles », dit Agnès Lombard, l'assistante de M. Legris. À la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Secours – ce « très gros chantier » a duré huit mois et fait travailler jusqu'à six restaurateurs



Plusieurs métiers traditionnels, dont la taille de la pierre, sont maintenant rares au Québec.

Photo: Claude Turmel, Fondation du patrimoine religieux du Québec



Objet d'une grande fierté locale, l'orgue Casavant de l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus a été restauré grâce à l'expertise de Casavant Frères et à l'implication de la population du quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Photo: Michael Perrault, Archives Casavant Frères



Qu'ils soient en tôle à la canadienne, en tôle à baguette ou encore en ardoise, comme ici à l'église St. George Anglican Church, les clochers et les toitures de nos églises représentent un défi de restauration par l'envergure des travaux et les coûts qui s'y rattachent.

Photo: Claude Turmel, Fondation du patrimoine religieux du Québec



Philippe Bettinger restaurant le vitrail du chœur de l'église de La Nativité, à La Prairie, en 1998.

Photo: Les ateliers Bettinger

en plus de quelques stagiaires –, un décor peint avait été superposé sur la voûte du chœur et de la nef à celui réalisé au siècle dernier par François Édouard Meloche. La tâche des restaurateurs consistait à revenir au décor originel.

Agnès Lombard a un credo. « Notre intervention doit être la plus minimale possible. Moins on intervient sur une œuvre, mieux c'est. » Pour Philippe Bettinger, il n'y a pas de raisons de retoucher un vitrail plus d'une fois par siècle. Tous deux appliquent en somme les vrais principes de la restauration (voir dans ce numéro « Le passé retrouvé », p. 17), qui doit toujours être entreprise dans une perspective durable.

APPRENDRE

Si le dynamisme des chantiers religieux remet les métiers traditionnels au goût du jour, il attire également l'attention sur le manque de formation institutionnelle. « Les chantiers religieux concentrent tous les enjeux du patrimoine, croit Lester Toupin, artisan en maçonnerie et secrétaire du Conseil des métiers traditionnels. À commencer par la formation des professionnels, des ouvriers et des artisans. »

Les gens de métier se forment souvent sur le tas, allant de chantier en chantier ou s'intégrant à des ateliers. Pour les maçons, charpentiers ou menuisiers, par exemple, « les chantiers, en autant qu'ils soient organisés, constituent à l'heure actuelle la meilleure façon d'acquérir une compétence, mais la plupart des artisans ont appris des parents », souligne M. Toupin.

Chez les Bettinger, la passion du vitrail se transmet de génération en génération. Philippe, âgé de 26 ans, a voulu se donner des bases solides: il détient un baccalauréat en histoire de l'art et entretient des échanges constants avec des maîtres verriers tant américains qu'euro-péens. Agnès Lombard a appris les rudiments de son métier en Europe. Chez Casavant, « on ne se forme que par compagnonnage », dit Pierre Dionne.

Si les modes d'apprentissage varient selon les secteurs, une constante demeure: au Québec, il n'existe pas d'école pour les métiers traditionnels. « On retrouve quelques tentatives intéressantes, par exemple, la charpenterie au cégep de Limoilou, mais rien de systématique », déplore l'architecte en restauration François Varin.

Les architectes sont un peu plus choyés: l'Université de Montréal offre une maîtrise « 3 R » (rénovation, restauration, recyclage)

et l'Université Laval, des cours de premier cycle. En 1997, la Fondation du patrimoine religieux a en outre mis sur pied un Programme de soutien aux jeunes architectes qui permet chaque année à trois débutants d'effectuer un stage de trois mois dans un bureau privé.

« C'est peu, reconnaît l'abbé Turmel. Mais les futurs professionnels ont enfin un stage spécialisé en conservation et peuvent acquérir une véritable expérience pratique. » La Fondation paie le stage (une allocation de 5000\$). Elle exige en contrepartie que le stagiaire aille sur le terrain et participe aux réunions de chantier.

Le programme s'annonce prometteur, croit l'architecte Bernard Gagné, de Québec. Responsable du chantier du domaine Joly-De-Lotbinière, il vient de terminer la supervision d'un diplômé. « Ce chantier civil correspond entièrement aux critères de la Fondation puisque nous poursuivons ici un projet de restauration et de conservation architecturale », souligne d'abord l'architecte. Ce vaste domaine constitue un site idéal puisqu'il permet de se familiariser avec tous les aspects du bâtiment. Et contrairement aux stages habituels, dans ce cas-ci, le stagiaire était présent sur le chantier en permanence.

La Fondation souhaite que les architectes soient davantage sensibilisés à la problématique de la restauration et que les métiers traditionnels trouvent leur juste place dans les institutions d'enseignement.

« Les compétences acquises sur les chantiers, trop inégales et partout incomplètes, ne suffisent pas. Les artisans et les ouvriers de la construction doivent avoir accès à une vraie formation », revendique depuis longtemps Lester Toupin. Pour que cette formation vaille la peine, dit François Varin, « il faut reconnaître, valoriser et promouvoir les métiers traditionnels. Il faut aussi exiger, sur les sites patrimoniaux, des experts en restauration ». Car, en somme, c'est notre histoire, notre mémoire collective qui se jouent là.

Francine Bordeleau est journaliste indépendante.